



Mission régionale d'autorité environnementale

**OCCITANIE**

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,  
après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,  
sur la modification du PLU de Montsaunès (31)**

n°saisine 2019-7589

n°MRAe 2019DKO212

La mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable, en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016, du 19 décembre 2016 et du 30 avril 2019 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2017, portant nomination de Philippe Guillard comme président de la MRAe Occitanie ;

Vu la délibération du 28 mai 2019, portant délégation à Philippe Guillard, président de la MRAe, et à Christian Dubost, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas :

- **relative à la modification n°1 du PLU de Montsaunès (31) ;**
- **déposée par la commune ;**
- **reçue le 18 juin 2019 ;**
- **n°2019-7589.**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 28 juin 2019 ;

**Considérant** que la commune de Montsaunès (superficie communale de 912 ha, 445 habitants en 2016 et une évolution moyenne annuelle de + 1,0 % pour la période 2011-2016, source INSEE 2016) élabore la modification n°1 du PLU et prévoit :

- des modifications mineures des règlements écrits et graphiques (suppression de l'emplacement réservé n°1) ;
- le reclassement de la parcelle C 733 actuellement classée en zone UE vers la zone UA dans le but de permettre la réalisation d'une opération d'aménagement mixte (habitat et équipement d'intérêt collectif) ;
- le reclassement des parcelles AD 123, 124, 125, 126, 127 et 281 actuellement classées en zone AU, en zone UB, en vue de la construction de nouveaux logements ;
- la modification d'une OAP située « secteur sud du bourg » par la diminution de la zone préférentielle d'implantation des nouvelles constructions ;

**Considérant** que la révision allégée du PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale et que la MRAe n'a pas émis d'observations dans le délai imparti (information d'absence d'avis du 29/07/2019) ;

**Considérant** que les zones concernées par la modification n°1 du PLU sont situées en dehors des zones répertoriées à enjeux écologiques, agricoles ou paysagers ;

**Considérant en conclusion** qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet de modification n°1 du PLU de Montsaunès n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement ;

## Décide

### Article 1<sup>er</sup>

Le projet de modification n°1 du PLU de Montsaunès, objet de la demande n°2019-7589, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr) et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 27 août 2019

Philippe Guillard  
Président de la MRAe Occitanie



<b>Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale</b>
---

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)**

Le président de la MRAe Occitanie  
DREAL Occitanie  
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale  
1 rue de la Cité administrative Bât G  
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

**Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique), soit par :**

Courrier  
Tribunal administratif de Montpellier  
6 rue Pitot  
34000 Montpellier

Télérecours accessible par le lien  
<http://www.telerecours.fr>

*Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.*